

Coûts

France

Dans cette étude de cas sur le droit de la famille – pension alimentaire, il a été demandé aux États membres de conseiller la partie demanderesse au sujet des dépens de l'instance, pour examiner les situations suivantes: Case A – Situation nationale: deux personnes ont vécu ensemble hors mariage pendant plusieurs années. Elles ont un enfant de trois ans, lorsqu'elles se séparent. Un jugement accorde le droit de garde de l'enfant à la mère. Le seul point litigieux non réglé concerne le montant de la pension alimentaire due à la mère par le père pour l'entretien et l'éducation de l'enfant. La mère intente une action en justice portant sur cette question. Cas B - Situation transnationale du point de vue d'un avocat exerçant dans l'État membre A: deux personnes ont vécu ensemble hors mariage dans un État membre (État membre B). Elles ont un enfant de trois ans. Elles se séparent. Un jugement rendu dans l'État membre B accorde le droit de garde à la mère. Avec l'accord du père, la mère et l'enfant partent vivre dans un autre État membre (État membre A), où ils établissent leur résidence. Un point litigieux reste en suspens. Il concerne le montant de la pension alimentaire due à la mère par le père pour l'entretien et l'éducation de l'enfant. La mère intente une action en justice portant sur cette question dans l'État membre A.

Frais en France

Frais de procès, de la procédure d'appel et du Mode Alternatif de Résolution des Conflits (MARC)

Cas pratique	Procès			Procédure d'appel			Mode Alternatif de Résolution des Conflits (MARC)	
	Frais de procès initiaux	Frais de transcription	Autres frais	Frais de procès initiaux	Frais de transcription	Autres frais	Cette option est-elle disponible dans ce type de cas?	Frais
Cas A	Non	Non	Non	Non	Non	Non	La médiation judiciaire est possible. La médiation extra judiciaire est possible également.	La médiation est à la charge des parties les honoraires sont fixés par le juge, mais le coût de la médiation peut être pris en charge au titre de l'aide juridictionnelle. Il est bon d'établir une convention d'honoraire entre le médiateur et les parties
Cas B	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem

Frais d'avocat, d'huissier de justice et d'experts

Cas pratique	Avocat		Huissier de justice			Expert	
	La représentation est-elle obligatoire?	Frais moyens	La représentation est-elle obligatoire?	Les coûts avant le jugement	Les coûts après le jugement	Leur intervention est-elle obligatoire?	Frais
Cas A	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Fixé par le juge
Cas B	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem

Frais d'indemnisation des témoins, serment ou autre garantie et autres frais

Cas pratique	Indemnisation des témoins		Serment ou autre garantie		Autres frais	
	Les témoins sont-ils indemnisés?	Coût	Cela existe t-il et quand et comment est-ce mis en oeuvre?	Coût	Description	Coût
Cas A	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Cas B	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem

Frais d'aide juridique et autres remboursements

Cas pratique	Aide juridique	
	Quand est-ce que l'aide est complète?	Conditions?

	Quand et sous quelles conditions est-elle applicable?		
Cas A	L'aide peut être demandée par la mère avant ou pendant l'instance. Elle est accordée si les ressources déclarées n'excèdent pas les plafonds prévus par la loi	L'Etat prend en charge tous les frais de procès si la mère bénéficie de l'aide totale.	L'aide est accordée totalement si les ressources mensuelles déclarées par la mère n'excèdent pas 1000 EUR par mois pour l'aide totale. Au delà, et jusqu'au 1500 EUR , l'aide est accordée partiellement. Les plafonds de ressources sont relevés de 500 EUR pour les 2 premières personnes à la charge de la mère et de 975 EUR pour la 3ème personne à charge et les suivantes
Cas B	Idem	Idem	Idem

	Remboursement		
Cas pratique			
	La partie gagnante peut-elle obtenir le remboursement des couts de résolution de litiges?	Existe t-il des cas pour lesquels l'aide juridique doit être remboursée à l'organisme qui a fourni cette aide juridique?	
Cas A	Oui, si décision du juge en ce sens	Lorsque la décision du juge aux affaires familiales condamne aux dépens le père qui ne bénéficie pas de l'aide juridictionnelle, ce dernier est tenu de rembourser au Trésor public les frais avancés par l'Etat pour la défense de la mère, bénéficiaire de l'aide juridictionnelle	
Cas B	Idem	Idem	

Frais de traduction et d'interprétation

Cas pratique	Traduction		Interprétation	
	Quand et sous quelles conditions est-ce nécessaire?	Coût approximatif?	Quand et sous quelles conditions est-ce nécessaire?	Coût approximatif?
Cas A	Il est nécessaire de fournir les pièces traduites au juge.	Il n'y a pas de statistiques disponibles.	Lorsque le juge ne connaît pas la langue dans laquelle s'exprime les parties	La rémunération est fixée par le juge.
Cas B	Idem	Idem	Idem	Idem

Dernière mise à jour: 17/03/2020

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.